



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. restreinte
20 septembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-sixième réunion directive

Genève, 3 et 4 décembre 2012

Point 4 de l'ordre du jour

**Désignation d'organisations non gouvernementales
aux fins de l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil**

**Désignation d'organisations non gouvernementales aux fins
de l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil**

Demande émanant de Public Citizen

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

Le secrétariat de la CNUCED a reçu de Public Citizen une demande d'inscription par le Conseil du commerce et du développement sur la liste visée à l'article 77 du Règlement intérieur du Conseil.

Après avoir examiné les informations reçues, le secrétariat estime que, sous réserve de l'assentiment du Bureau du Conseil, Public Citizen peut être classé dans la catégorie générale, conformément au paragraphe 12 a) de la décision 43 (VII) du Conseil.

Le Conseil voudra sans doute se prononcer sur cette demande à sa cinquante-sixième réunion directive.

On trouvera en annexe des renseignements concernant Public Citizen.

Annexe

Renseignements généraux concernant Public Citizen

Historique

1. Public Citizen est un groupe de défense des droits des consommateurs à but non lucratif dont le siège est à Washington (États-Unis d'Amérique) et qui dispose d'un bureau à Austin (Texas). Fondé en 1971 par Ralph Nader, Public Citizen préconise d'accroître la responsabilité des entreprises et de renforcer la réglementation publique, en particulier en ce qui concerne les transports, les soins de santé et l'énergie nucléaire. Depuis sa fondation, l'organisation a milité avec succès en faveur de la sécurité dans les domaines de la médecine, de l'alimentation et de l'automobile, ainsi que de l'adoption de lois commerciales et environnementales plus justes. En 1995, Public Citizen a créé la division Global Trade Watch en vue de promouvoir la transparence de l'action des pouvoirs publics et des activités des entreprises en matière de commerce et de mondialisation.

Buts et objectifs

2. Public Citizen a pour objectif de faire entendre la voix des citoyens dans la capitale fédérale en vue de garantir que tous sont représentés dans les lieux du pouvoir. Public Citizen comprend cinq groupes de travail:

a) L'objectif de la division Global Trade Watch est de garantir aux citoyens des États-Unis la sécurité économique; un environnement non pollué; des aliments, des médicaments et des produits sains; des services de qualité à un prix abordable, notamment les soins de santé; et leur participation au processus démocratique de prise de décisions sur les questions concernant leur existence;

b) La division Congress Watch défend les intérêts des consommateurs auprès du Congrès des États-Unis et surveille l'action des pouvoirs publics. Elle œuvre à éclairer et sensibiliser le public en se concentrant principalement sur le renforcement des protections dans trois domaines: santé, sécurité et finance;

c) Le programme Energy se consacre à la lutte contre les changements climatiques en promouvant le recours à des énergies sûres, abordables et respectueuses de l'environnement. Il s'efforce de protéger les citoyens des dangers de l'énergie nucléaire et défend la transparence des marchés et le renforcement de la protection des consommateurs en vue de préserver la population des manipulations des marchés;

d) Le Health Research Group favorise des changements systémiques fondés sur la recherche en matière de politique de soins de santé et de sécurité des médicaments. Il s'efforce de faire interdire ou requalifier les médicaments et dispositifs médicaux dangereux ou inefficaces, de réduire l'exposition des travailleurs aux substances chimiques dangereuses et de limiter l'influence des industriels sur les organismes chargés de la réglementation;

e) Le Litigation Group fonctionne comme un cabinet d'intérêt public dont les avocats plaident des causes devant toutes les instances du système judiciaire, aussi bien au niveau fédéral qu'à celui des États.

Composition

3. Public Citizen possède 250 000 membres et sympathisants dans les pays suivants: Australie, Canada, Chine, Danemark, États-Unis, France, Japon, Mexique, Nouvelle-

Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Suisse. L'organisation ne dispose pas d'organisations nationales affiliées.

Structure

4. Public Citizen est dirigé par un Conseil d'administration dont le nombre de membres peut être augmenté ou diminué par une modification des statuts, sans que ce nombre puisse être inférieur à sept. Le Conseil est actuellement composé de 13 membres. Tout siège vacant au sein du Conseil, notamment par suite d'une augmentation du nombre de membres ou de l'expiration d'un mandat, peut être pourvu par un vote affirmatif de la majorité des autres administrateurs. Les membres du Conseil se réunissent trois fois par an et leurs décisions sont prises à la majorité.

5. En tant que directeur général, le président supervise toutes les activités, sous réserve toutefois du contrôle du Conseil d'administration et de tout comité d'administrateurs dûment mandaté. Tous les membres actuels du Conseil d'administration sont de nationalité américaine.

Ressources financières

6. Public Citizen est financé par les cotisations et contributions de ses membres et sympathisants, par les dons de fondations et par la vente de publications, et n'accepte aucun fonds d'organismes publics ou d'entreprises. Dans les tableaux ci-dessous sont présentées ses recettes et ses dépenses en dollars des États-Unis pour les exercices 2009 à 2011.

Recettes et contributions

(En dollars des États-Unis)

	2011	2010	2009
Dons de particuliers	6 756 441	7 314 016	5 979 629
Publications et abonnements	1 736 136	1 903 493	2 084 576
Dons de fondations	1 982 667	1 765 289	2 390 707
Recettes des projets	364 101	392 403	126 176
Revenus locatifs	365 204	311 958	298 098
Autres	147 907	20 192	17 084
Revenus des placements	47 815	453 104	245 594
Montant total des recettes et contributions	11 400 271	12 161 455	11 141 864

Dépenses

(En dollars des États-Unis)

	2011	2010	2009
Projets	7 028 428	6 942 397	7 437 047
Publications	2 484 295	2 226 738	2 132 993
Services d'appui	2 851 087	2 396 655	2 290 512
Généraux et administratifs	(1 734 492)	(1 578 853)	-
Développement	(1 116 595)	(817 802)	-
Montant total des dépenses	12 363 810	11 565 790	11 860 552
Actifs nets	963 539	595 665	718 688

Relations avec d'autres organisations internationales

7. Public Citizen n'est pas doté du statut consultatif auprès d'autres organes des Nations Unies, d'institutions spécialisées ou d'autres organisations internationales ni n'entretient de relations spéciales avec de tels organes, institutions ou organisations.

Publications

8. La division Global Trade Watch de Public Citizen joue le rôle de centre de recherche et de sensibilisation sur un ensemble de questions concernant la mondialisation auprès d'autres organisations non gouvernementales, de la presse, des décideurs et du grand public. Parmi ses publications, on peut citer le bulletin d'information intitulé *Public Citizen News*, qui traite d'une multitude de sujets.

Contacts

9. M^{me} Melinda St. Louis, Directrice des campagnes internationales, assure les contacts avec la CNUCED.

Téléphone: +1 202 454 5192

Courriel: mstlouis@citizen.org

Adresse

10. Public Citizen
215 Pennsylvania Avenue, S.E.
Washington, DC 20003
États-Unis d'Amérique
Téléphone: +1 202 454-5106
Télécopieur: +1 202 547-7392
Courriel: jboehner@citizen.org et gtwinfo@citizen.org
Site Web: <http://www.citizen.org>

Langues

11. La langue de travail de Public Citizen est l'anglais.
